

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES JUN 2012

argumentaire en 10 fiches



ET MAINTENANT, « L'HUMAIN D'ABORD ! »

C'est le résultat des élections législatives qui va définir le rapport de force à l'Assemblée nationale et, par là même, la nature du prochain gouvernement. Cette réalité-là est largement occultée par l'inversion du calendrier qui consacre la présidentialisation de nos institutions et tente de réduire au maximum le rôle de l'Assemblée nationale et des député-e-s. Aussi, il n'est pas inutile dans cette campagne de rappeler l'importance des législatives.

Le parti socialiste ne s'y trompe pas. Des premiers actes du gouvernement (salaire des ministres, parité, charte de déontologie...) à la volonté de ne pas s'engager dans des débats moins consensuels à gauche, l'objectif est de ne pas faire d'erreur d'ici aux législatives. De la même manière est réactivé le vote utile. Après l'argument de « *faire le meilleur score au 1^{er} tour de la présidentielle pour battre Sarkozy* », c'est maintenant celui de « *donner une majorité au changement* ». Mais quelle est la nature de ce changement ?

Celle d'une augmentation significative du Smic et des minima sociaux ou d'un simple coup de pouce ?

Celle d'un référendum sur le traité Merkel-Sarkozy ou le simple ajout d'un volet croissance sans toucher au pacte d'austérité budgétaire ?

Celle d'une véritable volonté de changer le rôle de la BCE ou bien une simple déclaration d'intention ?

Celle de s'attaquer aux marchés financiers ou bien de tenter seulement d'en gommer quelques excès ?

La campagne des législatives doit être l'occasion de prolonger le débat sur « *ce que devra faire la gauche* » que nous avons engagé avec la campagne des présidentielles. Forts du succès de notre programme *L'humain d'abord*, des quatre millions de voix qui se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche ; forts de notre contribution déterminante à la défaite de Sarkozy, nous pouvons aborder ces jours de campagne de manière très offensive.

Très offensive pour retourner à la rencontre des quatre millions d'électeurs du Front de gauche au 1^{er} tour. Très offensive pour aller à la rencontre des électeurs de gauche qui auraient bien voulu voter Jean-Luc Mélenchon mais ont préféré assurer le coup dès le premier tour contre Sarkozy.

Ces hommes et ces femmes aspirent à de profonds changements. Au quotidien, ils subissent les conséquences des politiques libérales et perçoivent les limites du programme de François Hollande. Les votes des 10 et 17 juin vont véritablement donner à voir les exigences de notre peuple. Un bon résultat national du Front de gauche au soir du 1^{er} tour, un grand nombre de député-e-s au soir du second tour seront des éléments déterminants pour garantir le changement.

Avec 4 millions de voix obtenues à l'élection présidentielle, le Front de gauche a gagné 3 millions de voix en 3 ans. C'est un progrès considérable. Il a, de ce fait, été le principal moteur de progression de la gauche. C'est à lui que l'on doit les deux tiers de la hausse des voix de gauche par rapport à l'élection présidentielle de 2007.

Hollande élu
grâce aux voix
du Front
de gauche

C'est un tournant historique : pour la première fois depuis 30 ans, deux candidats de gauche réalisent des scores à deux chiffres.

Le Front de gauche a été au cœur de cette campagne, du combat pour le programme *L'humain d'abord*, du combat contre la droite, la droite extrême et l'extrême droite. Ce combat a été continué pendant l'entre deux tours afin de convaincre le plus d'électeurs possible de voter pour François Hollande afin de faire barrage à Nicolas Sarkozy. Il ne s'agissait pas pour autant d'exprimer une allégeance ou une adhésion sans condition aux thèses du candidat socialiste.

Le travail effectué dans cette campagne a été salutaire. Il doit se poursuivre dans la durée autour d'une argumentation toujours ren-

forcée, de la crédibilisation de solutions alternatives de progrès et de la force de l'action collective et solidaire retrouvée.

Le poids de ces 4 millions de voix, rassemblées grâce à ce travail, à ces choix stratégiques, redonne au Front de gauche une place inédite en reconstituant un nouveau paysage à gauche.

SANS LE FRONT DE GAUCHE, LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE NE POURRONT PAS ÊTRE BATTUES

La droite affiche l'ambition de remporter les élections législatives en agitant le chiffon rouge d'une gauche qui aurait tous les pouvoirs – en feignant d'ignorer qu'à plusieurs reprises elle a été dans cette situation. La victoire de la gauche aux législatives est essentielle : c'est le parlement qui vote les lois. Si la droite remportait la majorité à l'Assemblée nationale, on irait vers une cohabitation avec un premier ministre issu de l'UMP.

Le Front national espère jouer les trouble-fête et Marine Le Pen caresse l'ambition d'une entrée du FN au Parlement. Les législatives doivent marquer un coup d'arrêt à ces néfastes ambitions. Tout doit être fait pour empêcher l'élection de députés Front national à l'Assemblée. Avec le Front de gauche, nous appelons toutes les forces de gauche et démocratiques à y travailler.

Comme pour la présidentielle, et malgré la victoire de François Hollande, le Parti socialiste n'est pas en position de gagner seul les législatives. La victoire de la gauche n'est possible qu'avec le Front de gauche. Comme à la présidentielle la dynamique du Front de gauche est un élément important pour faire barrage à la droite et l'extrême droite.

il faudra
toutes les voix
de gauche
pour battre la
droite

il faut
affronter
les marchés

Les puissants, les grands patrons, les riches soutiennent les candidats de droite. Ils n'oublient pas d'aller voter pour défendre leurs intérêts égoïstes. Pendant 10 ans ininterrompus de droite au gouvernement, on ne compte plus les cadeaux aux riches et aux marchés financiers. L'austérité a été érigée en dogme. Pourtant, tout montre que les politiques mises en œuvre ont lancé la France dans la spirale infernale austérité-récession-austérité.

En dépit des déclarations et des effets d'annonce de François Hollande, son projet ne prévoit pas de s'attaquer frontalement aux diktats des marchés financiers. Il ne prévoit pas non plus de renoncer au dogme mortifère de l'austérité mais tout juste de l'édulcorer. Les parlementaires socialistes ne se sont d'ailleurs pas opposé au traité instituant le mécanisme européen de stabilité : plutôt que de voter contre à l'Assemblée nationale et au Sénat, ils se sont abstenus.

LE VOTE FRONT DE GAUCHE AVEC LE PROGRAMME L'HUMAIN D'ABORD AU CŒUR

Oui, il redevient possible d'envisager de reprendre la main sur les richesses du pays et leur distribution, sur le pouvoir économique et de le soumettre aux besoins humains et sociaux. Oui, il redevient possible d'envisager, à court et moyen terme, l'inversion de l'ordre établi. Ce que nous visons, c'est la mise en mouvement de majorités d'idées et d'action, de majorités électorales et populaires, autour d'objectifs de changement clairs, de majorités agissantes décidées à ne rien lâcher tant que ces objectifs ne seront pas atteints.

Oui, ces majorités d'idées et d'action sont possibles si les forces populaires s'en mêlent. Oui, peut devenir majoritaire, contre les logiques austéritaires, l'exigence d'une relance de l'activité fondée sur l'augmentation des salaires, la revalorisation nette du Smic, des retraites, des pensions. Oui, peut devenir majoritaire la nécessaire reconquête de la retraite à 60 ans pour tous, financée par la mise à contribution des revenus du capital et de la spéculation. Oui, peut devenir majoritaire la proposition de nationaliser les grandes banques et de fonder un pôle public bancaire et financier en changeant le rôle de la BCE.

Oui, peut devenir majoritaire l'exigence de réinvestissement massif dans les services publics. Oui, peut devenir majoritaire l'idée que travailler, étudier, se loger, se nourrir, se soigner, se cultiver sont des droits fondamentaux qui doivent être garantis à tous en toutes circonstances. Ce sont ces majorités d'idées, ces fronts de lutte qui constituent les conditions d'une politique de gauche.

oui
on peut changer
le cours
des choses

En cours de campagne, sous la pression des propositions du Front de gauche et de l'écho positif qu'elles ont rencontré, François Hollande a néanmoins infléchi son discours en ciblant comme ennemi la finance, en parlant de la fin de l'austérité, de croissance et de nouvelles missions pour la BCE. Il faut toutefois rester vigilant.

C'est pourquoi le vote Front de gauche aux législatives sera aussi un moyen d'élever le niveau de résistance de la France à la finance. Il n'y a d'issue positive pour la gauche que dans la mise en œuvre d'autres choix que ceux que veulent imposer les marchés. Si elle ne le faisait pas, si elle capitulait devant les marchés, elle serait emportée comme l'ont été Papandreou et Zapatero.

Les candidates et candidats du Front de gauche sont à l'image de la société. Ils ne sont pas candidats à des postes mais sont issus de toutes les couches de la société : salariés du public comme du privé, retraités, étudiants, chômeurs. Ils sont aussi, pour beaucoup d'entre eux, fortement impliqués dans la vie associative ou dans le mouvement syndical.

des projets
de loi
co-élaborés

Les député-e-s communistes conçoivent leur activité comme la mise en œuvre d'une révolution citoyenne pour donner réellement le pouvoir au peuple :

- mise en débat permanent des propositions avec l'objectif de créer des majorités d'idées,
- amplification des assemblées citoyennes autour d'ateliers législatifs pour co-élaborer des propositions de loi en lien avec les groupes parlementaires Front de gauche comme cela a été fait pour la loi cadre contre les violences faites aux femmes ou celle pour la jeunesse,

LE VOTE FRONT DE GAUCHE POUR FAIRE GAGNER LA GAUCHE DURABLEMENT

Si la droite est revenue au pouvoir après la gauche, c'est que celle-ci a déçu en ne répondant pas aux aspirations populaires. Elle ne peut se le permettre à nouveau si elle veut gouverner durablement. C'est d'une gauche courageuse et ambitieuse que la France a besoin. Les Français ne veulent pas d'une gauche du renoncement, qui se contenterait d'aménager la crise et les politiques d'austérité. L'austérité juste, c'est juste l'austérité. Ces politiques, partout en Europe, ont plongé les pays dans la spirale austérité-récession-austérité. Elles se sont toujours traduites par moins de pouvoir d'achat, moins de services publics...

Les Français ne veulent pas non plus d'une gauche qui s'accommoderait sans mot dire des derniers traités européens qui n'ont pour seul but que d'imposer l'austérité et les politiques ultralibérales prônées par la troïka FMI, BCE et Commission de Bruxelles.

Il faut donner du cœur à la gauche. C'est le sens des propositions du Front de gauche et de son programme *L'humain d'abord* : Smic à 1 700 €, retraite à 60 ans pour tous... Les derniers traités européens doivent être soumis au Français par référendum. Il faut redonner sa souveraineté au peuple, c'est pour cela que le Front de gauche se bat pour l'instauration d'une VI^e République donnant de nouveaux droits au peuple, dans la cité comme à l'entreprise.

la gauche
ne doit pas
décevoir

- portage populaire des textes législatifs dans la continuité des formidables mobilisations de la campagne des présidentielles avec des rassemblements, pétitions et toutes autres formes d'appui, en lien avec le mouvement syndical et associatif
- soutien aux luttes et leur accompagnement par un prolongement politique concret dans les différentes assemblées où siègent les élus du Front de gauche.

Les députés communistes et du Front de gauche seront indispensables pour réussir le changement. Déjà, la haute finance s'organise, s'arcboute pour faire barrage au changement, les autorités européennes s'affolent, les marchés financiers se préparent au chantage. Avec le vote Front de gauche, avec nos candidats, nos députés, nous aurons plus de force pour vaincre ces résistances.

l'Assemblée est incontournable

Salaires, retraites, interdiction des licenciements boursiers, sécurité d'emploi et de formation, promotion du renouveau industriel et planification écologique, refus du Traité Sarkozy-Merkel et refonte d'un nouveau traité, relance des services publics, rétablissement d'un haut niveau de protection sociale... Qui osera les changements nécessaires si les députés du Front de gauche ne sont pas assez nombreux ?

Dans une majorité de gauche à l'Assemblée, un ou deux députés socialistes de plus, cela ne changera pas grand chose,

mais 10 ou 20 députés du Front de gauche, cela changera tout. Une des garanties apportées par les députés du Front de gauche, et non des moindres, c'est que ils travailleront à l'élaboration des lois nouvelles avec et sous le contrôle des citoyens, des salariés, des premiers intéressés sur chaque dossier.

Rien ne se fera dans le dos du peuple. Les députés du Front de gauche seront les garants de la transparence.

UN MODE DE SCRUTIN MAJORITAIRE

Les députés sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Sont qualifiés d'office pour le second tour les deux candidats arrivés en tête au premier. Peuvent également se maintenir ceux ayant recueilli plus de 12,5 % des inscrits. S'ils choisissent de se maintenir, on a alors une triangulaire ou, plus rarement, une quadrangulaire.

Ce type de situation, dans certaines circonscriptions, permettra au Front national, qui espère jouer les trouble-fête, de se maintenir au second tour et d'entrer au Parlement. Les législatives doivent marquer un coup d'arrêt à ces néfastes ambitions. Tout doit être fait pour empêcher l'élection de députés FN à l'Assemblée.

Le Front de gauche est déterminé à faire échec au FN avec pour objectif qu'ils n'obtiennent aucun député. Pour ce faire, leur score doit être le plus bas possible, c'est pourquoi la mobilisation de l'électorat de gauche – et singulièrement celle des électeurs du Front de gauche – est capitale.

le FN en embuscade

Les résultats des élections législatives seront examinés sous deux angles. Le premier est celui du nombre de députés Front de gauche élus. Avec un groupe renforcé, ils pourront peser efficacement sur la politique du gouvernement. Toutefois, ce n'est pas tout. Le score national du Front de gauche, sur l'ensemble des circonscriptions, sera examiné à la loupe.

Les 20 députés communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche ont usé de leur droit d'initiative parlementaire en déposant plus de 194 propositions de lois ou de résolution : consultation référendaire sur les traités européens, mesures urgentes de justice sociale en faveur de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat, promotion d'une autre répartition des richesses, des mesures urgentes pour le logement et la solidarité urbaine, la planification écologique, la création d'un pôle public bancaire, des mesures en faveur d'une fiscalité juste et efficace... autant de propositions qui auraient mérité d'être

194
propositions
de loi

adoptées mais qui ont été systématiquement rejetées par la majorité UMP-Nouveau centre.

Comme la proposition de loi en faveur de la jeunesse qui a été co-élaborée avec les organisations de jeunes, beaucoup de propositions de loi font l'objet d'un travail conjoint des députés avec les citoyennes et les citoyens, comme pour la loi cadre contre les violences faites aux femmes.

Tout au long de cette législature, les députés communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche ont su porter une voix unique au sein de l'hémicycle : sur le traité de Lisbonne, sur la réforme de la Constitution, sur la guerre en Libye, sur le MES. Ces députés ont été également porte-voix des millions de citoyennes et de citoyens en lutte contre la réforme des retraites.

DES DÉPUTÉS PRÉSENTS SUR LE TERRAIN

Le refus des injustices et des inégalités est au cœur du combat des députés communistes et du Front de gauche. Ils le portent dans leur vie de militants et d'élus. Car, pour eux, l'un ne va pas sans l'autre. La place des citoyens, leur parole, leur action sont, de leur point de vue, aussi importantes que les initiatives qu'ils prennent dans l'hémicycle. Pour eux, c'est là que réside la spécificité des député-e-s communistes et du Front de gauche, dans un va-et-vient permanent entre le terrain et les lois qu'ils défendent.

C'est pour cela que quel que soit le résultat de la présidentielle en 2012, il y aura besoin de plus de députés Front de gauche, d'une force qui porte une politique alternative et qui met en débat, à l'Assemblée comme dans le pays des propositions qui rompent avec la logique actuelle.

La spécificité des parlementaires communistes et du Front de gauche est apparue clairement lors du débat budgétaire où ils ont été les seuls à s'opposer clairement aux exigences des marchés financiers, tout en développant une autre logique pour sortir de la crise.

C'est ce lien permanent entre terrain et institutions qu'ils s'efforcent de faire vivre et qui les ont conduits dernièrement à rencontrer les salariés menacés par des suppressions d'emplois, des cheminots en lutte contre la libéralisation du rail, des postiers en butte à la logique de rentabilité, des agents EDF sur la maîtrise publique de l'énergie et l'avenir du nucléaire, ou encore les hospitaliers en lutte pour défendre l'hôpital public. Cette marque de fabrique des députés communistes constitue une nouvelle façon de faire de la politique qui doit sortir renforcée en juin prochain.

des élus
qui soutiennent
les mouvements
sociaux